

## **L'ONU envisage d'intervenir au Mali**



***Dans un rapport présenté mardi, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon évoque la transition au Mali. Il préconise d'envoyer une force de maintien de la paix, accompagnée d'une "force parallèle" pour combattre les extrémistes islamistes.***

Plus de trois mois après le début de l'offensive militaire au Mali, les forces étrangères présentes pourraient entamer une transition. C'est ce qu'ont évoqué les Nations unies mardi 26 mars en présentant un rapport du secrétaire général Ban Ki-moon. Deux options sont envisagées et doivent être présentées au Conseil de sécurité.

L'une d'elle consisterait à déployer une force de maintien de la paix, forte de 11 200 hommes au maximum, accompagnée d'une "force parallèle" pour combattre les extrémistes islamistes. "Étant donné le niveau et la nature de la menace résiduelle, il y aura absolument besoin d'une force parallèle opérant au Mali (et potentiellement dans la sous-région) aux côtés de la mission de l'ONU afin de mener des opérations importantes de combat et de contre-terrorisme", souligne le rapport.

Sans faire référence explicitement aux troupes françaises, avec cette "force parallèle" le texte semble indiquer que l'ONU souhaite le maintien d'une présence militaire française en appui à sa "mission de stabilisation". La présence de cette force "sera nécessaire pour un certain temps". Pour l'heure 4 000 militaires français sont présents au Mali, mais Paris a déjà annoncé son intention d'en réduire progressivement le nombre.

### **Prolifération des armes et trafic de drogue**

La seconde option serait de "renforcer la mission politique" de l'ONU au Mali tout en laissant à la Misma, la force panafricaine, le soin d'assurer la sécurité. La Misma serait assistée par "des efforts militaires bilatéraux, en soutien aux forces maliennes". Elle aurait alors un rôle "offensif et de stabilisation centré sur les groupes extrémistes armés". Dans cette solution "Casques bleus", la "majeure partie" des troupes qui composent la Misma "serait transférée dans une mission de stabilisation de l'ONU" qui comprendrait également 1.440 policiers. Elle serait déployée "essentiellement dans le nord, avec pour base logistique possible Gao ou Sevaré". Composée de forces provenant d'Afrique de l'Ouest et de 2000 militaires tchadiens, la Misma, hormis pour ces derniers, était jusqu'à présent déployée dans le sud et ne participait pas au combat.

Reste qu'avant de déployer cette force de maintien de la paix, il faudra d'abord que "les conditions politiques et de sécurité nécessaires soient en place" et il reviendra au secrétariat général de l'ONU d'en juger. Sur ces "conditions politiques et de sécurité", Ban Ki-moon se montre très pessimiste dans son rapport.

"Même quand l'intégrité territoriale du Mali aura été pleinement restaurée, de nombreux risques subsisteront", souligne-t-il, citant "les attaques terroristes, la prolifération des armes, le trafic de drogue et d'autres activités criminelles". "Il faudra examiner soigneusement les risques" pour les Casques bleus, note-t-il. "Le processus politique accuse un retard dangereux", constate aussi le secrétaire général, qui laisse entendre que "les conditions ne sont pas mûres pour la tenue dans le calme d'élections libres et crédibles et paisibles" au Mali.